



Déclaration liminaire– CTSD Drôme 25 JANVIER 2021

M. l'Inspecteur d'Académie, Mme et messieurs les membres du CTSD,

Crise sanitaire

La situation sanitaire est en passe de se dégrader fortement.

Or, après la pénurie de masques, la lente mise en place des tests, la France prend beaucoup de retard dans la vaccination de sa population, alors qu'elle constitue un élément fondamental pour la sortie de crise. L'anticipation de ce gouvernement, pourtant l'une des fonctions essentielles d'un État, fait une fois de plus cruellement défaut. Le printemps 2020 n'aura pas servi de leçon et le gouvernement s'expose une nouvelle fois à n'avoir d'autre solution que de reconfiner totalement et donc de fermer les écoles, creusant ainsi encore plus les inégalités.

Les mesures mises en œuvre dans le cadre du protocole restent insuffisantes pour assurer la sécurité de tous. La distanciation physique comme le non-brassage sont toujours de l'ordre du possible et non de l'obligation tandis que les mesures de traitement des personnels et élèves positifs ou cas-contacts sont dérogatoires aux règles communes. Niant la réalité, le ministre de l'Éducation nationale persiste dans son affirmation mensongère selon laquelle, l'école ne serait pas un lieu de contamination. Or dans les faits, par manque de moyens de remplacement, le brassage des élèves déroge à l'application stricte du protocole sanitaire contredisant quotidiennement les propos du Ministre. Dans l'attente d'une hypothétique immunité collective notamment suite à la vaccination, le SNUipp-FSU exige des mesures protectrices fortes pour que l'école puisse se poursuivre malgré la pandémie ainsi qu'une campagne de tests massifs dans les écoles pour avoir une vision réelle de la situation épidémique par des équipes mobiles.

Les nombreuses interventions de la FSU et d'autres organisations syndicales, ont permis la suspension de l'application du jour de carence pour cause de Covid dont le SNUipp-FSU exige la rétroactivité. Plus largement, le SNUipp avec la FSU continue de revendiquer son abrogation, et demande également que les personnels vivant avec une personne considérée comme vulnérable bénéficient de mesures de protection renforcée.

Contexte social et éducatif

Alors que le budget de l'Etat 2021 aurait pu concrétiser un effort vers le secteur public, grand oublié du plan de relance, le gouvernement maintient le cap de l'austérité budgétaire, se refuse toujours de mettre à contribution les plus fortunés et de se donner les moyens de lutter efficacement contre la fraude et l'optimisation fiscale.

Pour le SNUipp-FSU, ces choix politiques passent à côté des urgences mises en lumière par la pandémie et que va amplifier la crise économique dans les mois à venir.

Le 20 octobre 2020, à l'occasion d'un hommage rendu à notre collègue Samuel Paty, le Premier Ministre s'exprimait en ces termes à l'A. N. : « l'Éducation nationale, c'est notre bien le plus précieux ; notre majorité l'a particulièrement choyée, et nous allons continuer de le faire ».

Las de ces belles paroles, les personnels de l'EN n'auront pas attendu longtemps pour voir leur traduction totalement contradictoire dans le budget 2021 du MEN.

La dite « priorité » pour le premier degré ne permettra pas de remplir les objectifs assignés à l'école et au lieu de traiter les conséquences scolaires et sociales de la pandémie, notre Ministre poursuit inlassablement sa politique éducative qui met à mal l'école publique. Formation initiale, spécialisée et continue, maternelle, éducation prioritaire et numérique éducatif sont aujourd'hui l'objet de ses attaques. Le SNUipp-FSU exige de tout autres choix.

Carte scolaire

Avec une dotation nulle (0), c'est le bon terme, pour la rentrée prochaine dans notre département, le constat est sans appel : comment faire mieux avec... rien ?!

Une fois les priorités nationales déclinées (dédoublage des GS en éducation prioritaire, poursuite de la limitation à 24 par classe hors éducation prioritaire de la GS au CE1, l'augmentation des décharges de direction³), il faut immédiatement et inévitablement fermer des classes. Tant et si bien que, malgré une dotation nulle, la carte scolaire envisagée conduit à deux fois plus de fermetures de classes (34) que d'ouvertures (17). Les élèves, toujours plus nombreux en classe, comme leurs parents et leurs enseignant·es apprécieront et vont, à n'en pas douter, se sentir « choyés »... Et bien sûr, aucune marge de manœuvre pour d'autres mesures tout aussi importantes : l'augmentation des postes de remplacement qui font cruellement défaut, la reconstitution de RASED complets, les moyens nécessaires à l'inclusion scolaire, la formation continue réduite à peau de chagrin... sans parler de la direction d'école, notamment dans les écoles de moins de 4 classes, dont l'augmentation du temps de décharges, inversement proportionnelle à l'empilement des tâches, risque de ne pas être couvert par la création de seulement 2 malheureux postes de TR.

Par ailleurs, contrairement à ce que l'on peut entendre ici ou là dans la bouche de cadres de l'EN, ce n'est pas la très légère baisse démographique (1 élève de moins par école en moyenne...) qui améliore « naturellement » la situation : le P/E de notre département reste en queue de peloton au niveau national (le P/E de notre académie est le troisième plus bas de la France métropolitaine).

Très concrètement :

- Le SNUipp-FSU 26 demande à nouveau que soient explicités et publiés les critères qui conduisent la DSDEN, les IEN, les directeurs·rices, les enseignant·es, les élu·es locaux, ... à réfléchir à d'éventuelles mesures de carte scolaire. Nous estimons que la publication de ces critères (effectifs, moyenne par classe, présence d'une ULIS, ...) doit permettre des échanges sur la base d'un référentiel commun garant d'une plus grande égalité de traitement des situations.
- ce qui a conduit à positionner ce CTSD en janvier, bousculant le calendrier, mettant en difficulté nombre de directeurs/trices et communes dans leurs prévisions d'effectifs 2021
- nous demandons d'ores et déjà la tenue d'un CTSD de régulation au mois de juin (afin notamment d'éviter des mesures de carte scolaire à la rentrée). A ce titre, nous vous demandons de préciser combien de postes « en réserve » reste-t-il à l'issue de ce CTSD carte scolaire.

Un plan d'urgence pour l'École

Aujourd'hui, il ne s'agit pas de constater les inégalités scolaires mises en lumière par la crise sanitaire, mais bien de les combattre durablement.

Pour le SNUipp-FSU, l'urgence impose un autre projet pour l'École et un investissement sur le long terme. Il doit reposer à la fois sur un abaissement des effectifs des classes pour des meilleures conditions d'apprentissage, sur un abondement des postes nécessaires au bon fonctionnement du service, dont les postes statutaires de remplaçant·es, d'AESH, d'Aide à la direction d'école et sur une revalorisation des métiers d'enseignant·es et d'AESH. Nous exigeons un engagement sur plus de moyens et sur un plan pluriannuel de rattrapage pour faire réussir l'école primaire, largement sous-investie par rapport aux autres pays de l'OCDE (avec 22,2 élèves par classe, la France se situe au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE).

C'est pourquoi, avec d'autres organisations syndicales dont celles présentes autour de cette table, le SNUipp et FSU appellent nationalement l'ensemble des personnels de l'Éducation nationale à se mobiliser demain, mardi 26 janvier, pour obtenir un plan d'urgence pour le service public d'éducation : de vraies mesures de revalorisation pour tous les personnels, la reconnaissance de leur professionnalité et des moyens à la hauteur des besoins, des enjeux de la situation sanitaire et de la réduction des inégalités.